



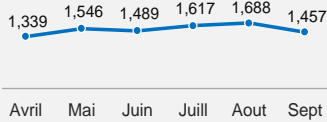
RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

SUD KIVU | Septembre 2019

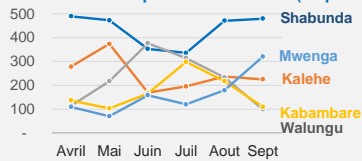
Chiffres clés septembre 2019

1.457 cas de violations
1.035 victimes

Tendances mensuelles



Tendances par territoire (top 5)



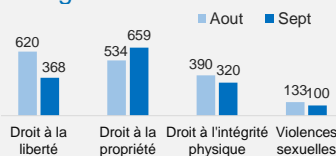
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	775	75%
Femmes	185	18%
Garçons	38	4%
Filles	37	4%
Total	1035	

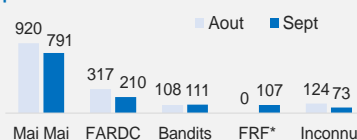
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDIs Retournés	441	42.6%
Resident(e)	485	46.9%
PDIs	107	10.3%
Réfugiés	2	0.2%
Total	1,035	

Catégories de violations



Violations par auteurs présumés



* : Front des Républicains et Fédéralistes

Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

RESUME

Le mois de septembre 2019 a été particulièrement marqué par la résurgence et l'intensification du conflit intercommunautaire entre la coalition des trois communautés Bafuliru, Banyindu et Babembe et la communauté Banyamulenge. De plus, des cas d'incendies d'habitations sont survenus dans plusieurs territoires de la province du Sud Kivu.

Ce sont dans les Moyens et Hauts Plateaux de Fizi, limitrophe avec le territoire de Mwenga, que des affrontements entre l'alliance des Mai Mai Bafuliru, Banyindu et Babembe et les milices Banyamulenge Gumino-Twigwaneho ont entraîné des violations multiples (pillage de bétail, incendie de maisons et mort d'hommes).

Dans le territoire de Kabambare, en commune de Salamabila, les milices Mai Mai Malaika ont contraint les responsables de la société minière BANRO au retrait progressif de leur staffs et matériels, à travers des menaces. Une milice de Batwa armés a commis des viols à l'encontre des civils en déplacement de Muzingamaloba, territoire de Kabambare, vers le Sud-Kivu à Lubichako 2 (notamment contre huit femmes Personnes Déplacées Internes - PDIs).

Les territoires de Shabunda et Kabare ont quant à eux connu l'activisme des groupes armés Raiya Mutomboki de différentes factions et des groupes armés Ndarumanga et Maheshe, occasionnant des violations d'un nombre élevé et le déplacement de civils du groupement de Bamuguba sud (Bulumbu et Kigulube) vers Luntukulu, Busolo et Cinda dans le groupement de Mulamba, territoire de Walungu.

En termes de violations des droits humains, 1.457 cas de violations sur 1.035 victimes ont été documentés au cours de ce mois, soit une diminution de 231 cas (- 14%) par rapport au mois d'août. Parmi ces violations, celles du droit à la propriété figurent en bonne place avec 659 cas, soit 45% du total des violations, suivies des violations du droit à la liberté avec 368 cas, soit 25%, du droit à l'intégrité physique avec 320 cas, soit 22%, des cas de violences sexuelles avec 100 cas, soit 7% et les conflits fonciers avec 10 cas, soit 1%. Les cas de violations des droits humains se répartissent comme suit : Shabunda (33%), Mwenga (22%), Kalehe (15%), Fizi (10%), Kabambare (7%), Walungu (7%) et enfin Uvira (6%). Le territoire de Fizi a enregistré un cas de viol de masse touchant huit victimes.

Mouvements de population

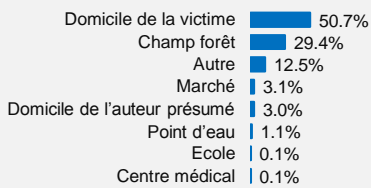
La cause essentielle des mouvements de population est liée à l'activisme des groupes armés. Dans le territoire de Fizi, le conflit intercommunautaire opposant les groupes armés Banyamulenge à la coalition des milices Mai Mai Banyindu, Babembe et Bafuliru a occasionné le déplacement de plus de 5.000 ménages ce mois de septembre. A Shabunda, des incursions des Raiya Mutomboki et des affrontements entre les groupes armés et les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont été à la base du déplacement de 187 ménages. Des affrontements entre des milices armés ont occasionné le déplacement de 71 ménages à Uvira, 1.376 ménages à Kalehe et 800 ménages à Mwenga, vers des lieux jugés sécurisés.

A Fizi, 3.151 ménages ont quitté les Moyens et Hauts Plateaux de Fizi et Mwenga suite à la détérioration de la situation sécuritaire due à de multiples affrontements entre la coalition Mai Mai Bafuliru-Babembe-Banyindu contre la milice Gumino dans divers villages et localités, dont Tulambo, Linjanja, Kuwimbogo, Kivogera, Kigazura, Katenga, Kivogegwa et Marunde en groupement de Basimukindji1, secteur d'Itombwe.

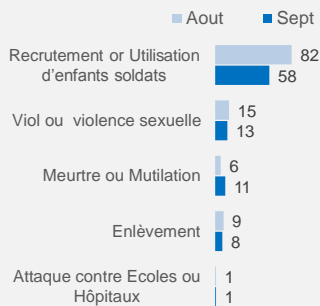
Protection de l'enfance

91 cas de violation des droits humains sur les enfants ont été dénombrés, en lien avec le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises sur les enfants en situation de conflits armés. Ces 91 cas comprennent 58 cas de recrutements forcés, 13 viols, onze meurtres et huit enlèvements. Comparativement au mois d'août, ces chiffres sont en légère augmentation (91 cas en septembre contre 88 en août).

Lieux de commission des violations



Résolution 1612



En effet, 13 cas de viol sur les 53 documentés, soit 25%, ont touché les filles dont l'âge varie entre 11 et 17 ans principalement dans les territoires de Fizi, Shabunda et Kalehe. Outre cette situation, il a été observé 58 cas de recrutement forcé d'enfants, dont 45 cas (78%) dans les rangs des groupes armés, notamment dans les territoires d'Uvira (31) et Shabunda (14), utilisés comme porteur de matériel par les FARDC ou comme recrues par les groupes armés pour gonfler leur rang.

La recrudescence des cas d'enlèvement d'enfants dont la libération est conditionnée par le paiement d'une rançon est aussi signalée. Un groupe d'hommes armés seraient les présumés auteurs de ces enlèvements d'enfant depuis le début du mois de septembre 2019. A titre d'exemple, une fille de 13 ans issue d'une famille d'accueil, qui revenait d'une source d'eau le 04 septembre au centre de Nyabibwe, groupement de Mbinga-Nord, a été enlevée et retrouvée 10 jours après dans la maison d'un élément de la Police Nationale Congolaise (PNC) locale alors que le kidnappeur demandait une rançon de 800\$. La société civile a émise des protestations et a entamé des poursuites judiciaires contre ce policier. Il a été mis aux arrêts, mais la confirmation d'un procès n'est pas encore disponible. **De ce fait, la libre circulation des enfants dans le milieu devient difficile.** A cet effet, la société civile locale a demandé aux agents de la PNC d'être au service de la population et d'appliquer la loi à l'égard des présumés auteurs de ces violations, ainsi qu'aux parents de bien garder leurs enfants en leur interdisant de se rendre seuls dans des lieux non sécurisés.

Violences sexuelles et sexistes

100 cas de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) ont été enregistrés. Il s'agit entre autre de 53 cas de viol, 12 agressions sexuelles, 25 agressions physiques, cinq dénis de ressources, quatre mariages forcés et un cas de violence psychologique. Les survivantes sont plus des femmes et filles déplacées et retournées (93) soit 93%. **Les membres des groupes armés, notamment des milices Batwa et Mai Mai de différentes factions (45 cas soit 45%) sont les présumés auteurs principaux,** suivi de la population civile (25 cas soit 25%) et des bandits (19 cas soit 19%). Les territoires de Shabunda (31), Fizi (18), Uvira (09), et Kabambare (09) restent les plus affectés par ces violations graves des droits humains. Dans le Shabunda, se sont les Raiya Mutomboki, tandis qu'à Kabambare, ce sont des milices Batwa qui sont identifiés comme les présumés auteurs dans les cas d'abus sexuels. A titre illustratif, le 14 septembre 2019, huit femmes PDIs, dont trois filles, avaient été abusées sexuellement par ces miliciens lorsque la population civile se déplaçait de Muzingamaloba/Kabambare vers Lubichako2 /Fizi suite au retrait des FARDC de cette localité. La plupart des survivantes ont reçu des kits PEP, sauf quatre personnes membres de familles d'accueil, sur l'axe Numbi-Lubimshi, territoire de Kalehe, par crainte de stigmatisation et rejet de leur communauté.

Cohabitation pacifique

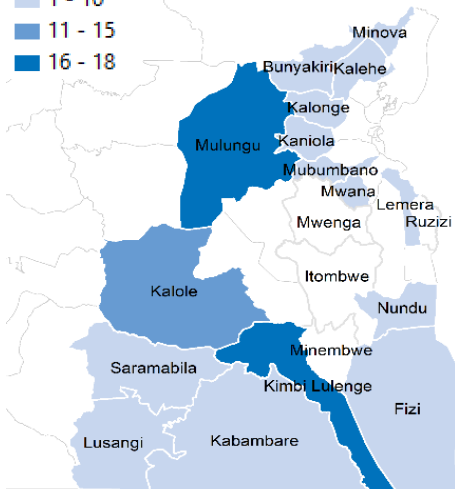
Dans les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga, **plusieurs affrontements en lien avec les conflits intercommunautaires ont été à la base de déplacement de civils de grande ampleur.** En effet, du 07 au 18 septembre, des mouvements pendulaires ont été observés, les uns se déplaçant vers la commune rurale de Minembwe, les Moyens Plateaux de Fizi et le territoire de Mwenga et d'autres se déplaçant vers le groupement de Bijombo en territoire d'Uvira. **La crise de confiance entre les communautés locales reste perceptible dans la contrée, d'où un risque de violence.** Par ailleurs, depuis le meurtre du seigneur de guerre Semahungure du groupe Gumino par des Mai Mai, le 07 septembre à Mikenge, groupement de Basimukindje1 et les assassinats ciblés des chefs de village (le 15 septembre à Rubanda, groupement de Basimukindje1 et le 16 septembre à Kivumu, groupement de Basimunyaka-Sud), **des actes de violences sont rapportés et les civils sont contraints de se déplacer vers des zones jugées plus sécurisées.**

Par ailleurs, deux conflits d'exploitation non consensuelle des forêts de Maimingi et Nzovu opposent les chefs locaux de Maimingi et Kimandamangobo en groupements de Bamuguba-Sud, territoire de Shabunda. **Le risque existe de ce fait que les belligérants recourent à la violence par le biais de groupes armés opérationnels dans la zone.** Les habitants de Shabunda avaient déjà fait recours au groupe armé Raiya Mutomboki lors de la première semaine de septembre, avec pour conséquence l'intervention des FARDC pour traquer les miliciens afin de sécuriser la zone, mais avec des effets collatéraux sur les civils.

Violations par zone de santé et par catégorie de violation

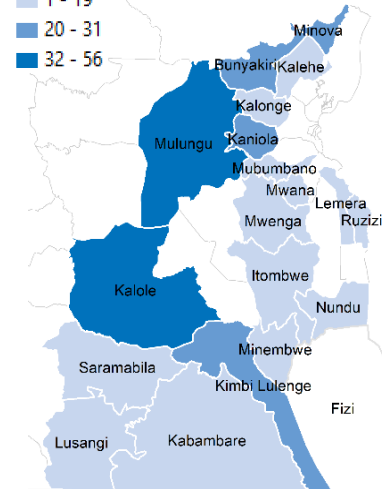
Violences sexuelles
(Viols, agressions physiques, agressions sexuelles)

- 1 - 10
- 11 - 15
- 16 - 18



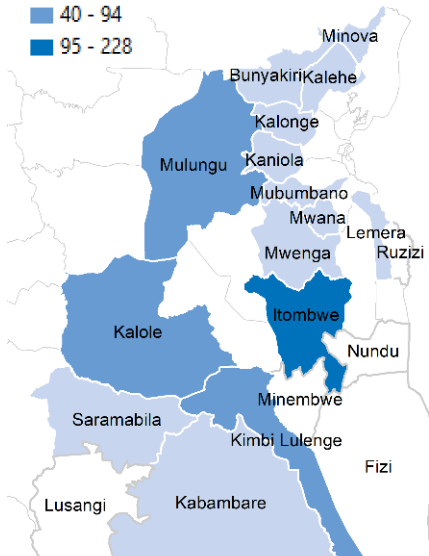
Violations du droit à l'intégrité physique
(coups et blessures, homicides, tortures)

- 1 - 19
- 20 - 31
- 32 - 56



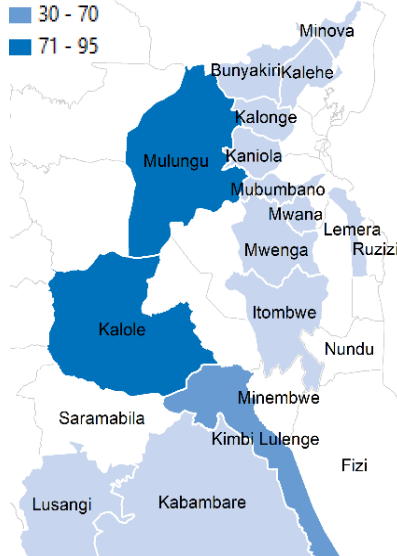
Violations du droit à la propriété
(Extorsions de biens, pillages)

- 1 - 39
- 40 - 94
- 95 - 228



Violations du droit à la liberté
(Travaux forcés, arrestations arbitraires, enlèvements)

- 1 - 29
- 30 - 70
- 71 - 95



Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives et recommandations
Fizi	<p>Au courant du mois de septembre, le Territoire de Fizi a été agité plus que le mois d'août. En effet, du 07 au 09 septembre, des affrontements de grande ampleur ont été signalés dans les Moyens et Hauts Plateaux de Fizi entre les milices Maï Maï d'obédience ethnique Fuliru-Nyindu-Bembe, en coalition et les milices Gumino-Twigwaneho, se soldant par la mort du seigneur de guerre de la milice Gumino Mr Semahungure. Ces accrochages se sont passés dans les localités de Tulambo, Linjanja, Kuwimbogo, Kivogera, Kigazura, Katenga, Kivogegwa et Marunde en groupement de Basimukindji1, secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga à la limite avec les Hauts Plateaux de Fizi. Par conséquent, des déplacements de la population civile ont été observés vers la commune de Minembwe-centre et les autres vers Mikenge-Mukera-Fizi centre selon les affinités ethniques, ainsi que des incendies de maisons dans les villages enregistrés (54 cas) et des attaques ciblées des civils et autorités civiles/Chefs de village. Le 12 septembre, certains notables furent assassinés dont un de la communauté Nyindu de Ibumba ; le 15 septembre, un deuxième de la communauté Fuliru de Rubanda par les Gumino et enfin le 16 septembre, un troisième de la communauté Banyamulenge de la localité de Kavumu par les Maï Maï Mulumba.</p> <p>Par ailleurs, le 21 septembre dans la localité d'Achimba, en groupement de Basikasilu, des hommes armés présumés membres de la communauté Bembe ont attaqué des éleveurs Banyamulenge dans le pâturage, assassinant un éleveur, blessant quatre personnes à coups de machette et emportant une centaine de vaches. En revanche, les éleveurs Banyamulenge ont attaqué d'autres éleveurs de la communauté Fuliru dans leur pâturage le 21 septembre dans la même zone, commettant les mêmes exactions que ceux subis par les leurs.</p> <p>Au total, 117 violations des droits humains, soit 10% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	<p>Plaidoyer pour renforcer la présence des forces de sécurité dans les Moyens et Hauts Plateaux de Fizi, au vu des accrochages à répétition constatés entre les groupes armés. Le même plaidoyer devrait être fait sur l'axe Misisi-Lubichako-Nyange afin d'y assurer la sécurité des populations civiles et de leurs biens (Cluster Protection/ MONUSCO)</p>
Kabambare	<p>Le Territoire de Kabambare a été marqué par la manifestation du mécontentement de la société civile, à travers l'activité des groupes armés, contre la société minière BANRO et par les déplacements de civils suivis du viol de masse des femmes.</p> <p>En effet, certains éléments du groupe armé Malaika qui s'étaient rendus au début du mois de septembre 2019, ont repris leurs activités, fustigeant le non-respect du cahier des charges de la société civile par la société minière BANRO. Ainsi, les combattants Maï Maï du groupe She Assan ont imposé des taxes aux propriétaires de comptoirs d'or, des boutiques, des concasseurs et des exploitants artisanaux œuvrant dans la colline de Mwendamboko. Cette situation d'insécurité et de menaces à l'endroit de BANRO a été à la base de son retrait progressif ponctué par l'évacuation de son staff et de ses engins.</p> <p>Il convient également de noter que ce territoire a été marqué par l'activisme des Batwa armés commettant des exactions contre les civils.</p> <p>Au total, 31 violations des droits humains, soit 8% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	<p>Plaidoyer auprès du commandement FARDC pour le déploiement des militaires dans cette localité où les civils ont été contraints à se déplacer à cause du vide sécuritaire Implication des autorités nationales et provinciales, qui s'avère nécessaire pour l'accélération du processus de pourparlers avec la société civile afin que les combattants Maï Maï Malaika adhèrent au processus DDRR. (Cluster Protection)</p>
Kalehe	<p>Le territoire de Kalehe a été marqué par des cas de viol et un déguerpissement de la population.</p> <p>En effet, le 20 septembre 2019, dans la localité de Lowa-Numbi, six (06) femmes déplacées internes ont été abusées sexuellement par des bandits</p>	<p>Plaidoyer à la hiérarchie FARDC en vue du renforcement de la sécurité par la présence des éléments des forces de défense sur le tronçon Numbi-</p>

	<p>armés. Ainsi deux survivantes ont reçu le Kit PEP et quatre autres n'ont pas sollicité cette aide par crainte de stigmatisation et de rejet par la communauté.</p> <p>Aussi, près de 386 ménages ont été déguerpis par les FARDC en exécution du jugement de Tribunal de Grande Instance de Bukavu, le 21 septembre 2019, dans le village de Cheya, de la localité Iko, dans le Groupement de Mbinga Sud. Ce village est situé sur une île du lac Kivu se trouvant non loin de Kalehe Centre. Ces IDPs sont dans des conditions déplorables, dont parmi eux, des enfants qui ont interrompus leurs études.</p> <p>Au total, 183 violations des droits humains, soit 15% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	<p>Lubimshi ; L'axe étant très peu couvert par les FARDC, il s'agira de renforcer les effectifs</p> <p>Plaidoyer auprès des acteurs humanitaires intervenant dans la gestion de mouvement de population pour apporter l'assistance aux PDI venues de Cheya (Cluster Protection/ Cluster AME)</p>
<p>Shabunda</p>	<p>Au cours du mois de septembre 2019, la situation de protection a été marquée par un affrontement entre les FARDC et les groupe armés, des cas de viol de mineures, ainsi que l'activité des milices Raia Mutomboki (factions Koboyo, Simon, Bozi, Walike et 100kg) en quête de moyens de survie. En effet, l'activité des groupes armés s'est traduite par des incursions dans les villages et les sites miniers pendant lesquelles plusieurs civils ont été réquisitionnés pour le transport des biens pillés, très souvent avec des coups et blessures en cas de résistance. A titre illustratif, en date du 14 septembre 2019, les Raia Mutomboki de la coalition Koboyo et Simon ont fait incursion dans le site minier de Ngondo, en groupement de Bamuguba-Sud, où ils ont réquisitionné de force neuf hommes pour le transport des biens pillés et certains d'entre eux ont reçu des coups pour avoir résisté.</p> <p>Une incursion d'hommes armés avait été signalée le 30 septembre 2019 dans la localité de Nyombe, en groupement de Bamuguba-Sud. Ainsi, les malfrats ont abusé sexuellement deux filles.</p> <p>Les FARDC en traque des groupes armés, se sont affrontés aux Raia Mutomboki de la coalition Mbongolo et Kikwama au site minier de Lutumba. 23 civils avaient été réquisitionnés par ces miliciens pour transporter leurs biens vers une destination inconnue. Cet incident a occasionné un mouvement de déplacement de la population.</p> <p>Au total, 454 violations des droits humains, soit 33% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire (dont 138 cas d'incendie, qui ont été commis dans le cadre des conflits intercommunautaires sévissant dans la zone).</p>	<p>Intensifier le nombre de plaidoyer à la hiérarchie FARDC au niveau provincial pour le redéploiement des unités de force de défense dans les zones de concentration des miliciens Raia Mutomboki (Cluster Protection/ MONUSCO)</p>
<p>Uvira</p>	<p>Ce mois de septembre 2019, la faible présence des FARDC dans certaines entités, notamment la Plaine de la Ruzizi (Luberizi et Itara/Luvungi), les Hauts Plateaux (Bijombo) et les Moyens Plateaux (Lemera et Kigoma) a favorisé la commission d'exactions sur la population civile, qui a été victime de pillages, d'extorsions et d'enlèvements. On note également des représailles entre les communautés Bifuliru et Banyamulenge, qui continuent de commettre des exactions les unes contre les autres.</p> <p>A titre illustratif, le 14 septembre à Rukobero, groupement de Kigoma, deux agents d'une organisation non-gouvernementale internationale, en mission, avaient été enlevés par des hommes armés, puis libérés deux jours plus tard. Dans des circonstances similaires, le 04 septembre, trois passagers à bord d'un véhicule de transport en commun ont été amenés dans la brousse lors du braquage à Nakandongo, tronçon Kiringye-Lemera, mais relâchés plus tard moyennant une rançon.</p> <p>Le 01 septembre, un retourné de la communauté Fuliru a été fusillé par les miliciens Twigwaneho à Samaria/Bijombo pour avoir affiché son mécontentement du vol de son bétail. Un autre cas similaire s'est passé à Rubarati, le 13 septembre, où un homme de la communauté Banyamulenge avait été enlevé par les Mai Mai Biloze Bishambuke, qui l'ont ensuite tué après</p>	<p>Plaidoyer auprès de la hiérarchie FARDC pour le renforcement de la présence des éléments FARDC dans le groupement de Bijombo où les groupes armés portent atteinte aux droits des civils (Cluster Protection/ MONUSCO)</p>

	<p>avoir emporté son bétail. En représailles, un éleveur Fuliru a été aussi tué par la milice Gumino à Ruhuha.</p> <p>Au total, 116 violations des droits humains, soit 5% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	
Walungu	<p>La situation de sécurité et de protection a été relativement calme sur la majeure partie du territoire, du fait de la présence des forces de l'ordre.</p> <p>Cependant, le groupement de Mulamba a continué à subir l'activité intense des groupes armés des factions Maheshe et Ndarumanga. Les villages les plus touchés par les incidents de protection sont entre autres, Busolo, Kabogoza, Kisungi et Kantungo dans la localité de Luntukulu. En effet, le 01 septembre, les éléments du groupe Ndarumanga ont procédé à une collecte forcée des vivres dans les entités précitées, reprochant aux populations le fait qu'elles se seraient déplacées vers Luntukulu afin d'échapper à leurs taxes obligatoires. Par ailleurs, depuis le 06 septembre 2019, une barrière a été érigée entre Luntukulu et Bosolo par les factions Maheshe et Ndarumanga. Ces miliciens contraignent les civils y transitant à laisser 500 Francs congolais aux deux groupes armés comme autorisation de passage.</p> <p>Au total, 58 violations des droits humains, soit 7 % des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	<p>Plaidoyer auprès du commandement FARDC et des autorités territoriales pour la sécurisation du groupement de Mulamba, spécifiquement les localités de Cinda, Luntukulu, Busolo, Maziba (Cluster Protection/ MONUSCO)</p>
Mwenga	<p>Ce territoire a connu de nouvelles violences dans la zone de santé d'Itombwe depuis le 07 septembre 2019, suite aux affrontements entre la coalition Mai Mai (Babembe, Nyindu et Fulero) et le groupe armé de la communauté Banyamulenge.</p> <p>En effet, après les accrochages dans la zone de santé d'Itombwe il y a trois mois, un calme relatif semblait y régner et des mouvements de retour s'observaient déjà. Cependant, la série de meurtre touchant les membres des deux communautés en conflit, depuis le 26 août 2019, a réanimé les hostilités.</p> <p>Les milices Mai Mai Ebuela Mtetezi se sont affrontés aux Gumino, le 26 septembre 2019, au niveau des villages Kasilu et Rushasha en groupement de Basimukindji 1er dans le Secteur d'Itombwe. Des incendies de maisons par ces Mai Mai dans les villages majoritairement Banyamulenge ont été observés. Signalons que ces villages étaient inhabités suite aux précédents affrontements qui avaient conduits au déplacement de leurs propriétaires. Certains se sont rendus à Mikenge et d'autres dans la forêt (Mangene).</p> <p>Au total, 139 violations des droits humains, soit 22% des cas enregistrés, ont été commises dans ce territoire.</p>	<p>Plaidoyer auprès de la hiérarchie FARDC et des autorités politico-administratives pour le renforcement de la sécurité dans la zone de santé d'Itombwe (Cluster Protection/ MONUSCO)</p>

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

Missions d'évaluations de besoins de protection

- Une mission conjointe a eu lieu le 18 septembre 2019 dans la plaine de la Ruzizi, à Luberizi, Territoire d'Uvira, à travers la Sous-commission protection de l'enfant ; La mission a porté sur l'évaluation de la situation de protection de l'enfant et les résultats de cette évaluation ont été présentés aux acteurs humanitaires en vue de susciter des actions spécifiques
- L'équipe mobile de protection à Uvira a conduit une évaluation des besoins de protection, du 23 au 30 septembre 2019 à Luvungi, Lubarika et Lemera, Territoire d'Uvira, à l'issue de laquelle des recommandations ont été faites à la communauté humanitaire en vue d'amener des réponses appropriées aux besoins identifiés
- L'équipe mobile de protection de Kalehe a conduit une évaluation des besoins de protection dans la localité de Kasheke, groupement Mbinga Sud, du 23 au 27 septembre 2019 ; Les résultats de ces évaluations ont fait objet d'une présentation dans les groupes thématiques SGBV, Logement Terre et Propriété (LTP), Groupe de Travail Protection de l'Enfance (GTPE) et au Cluster Protection en vue de susciter la réponse

Mission de redynamisation des structures communautaires

Huit missions de redynamisation des structures communautaires (Comité de Médiation et de Protection Communautaire - CMPC) ont été conduites, dont deux à Fizi (CMPC Mukera et Lulimba), une dans le territoire d'Uvira (CMPC Katobo), deux dans le territoire de Shabunda (CMPC Mulongo et Kiselu), deux dans les territoires de Walungu et Mwenga (CMPC Cinda et Ngando) et une dans le territoire de Kalehe (CMPC Katasomwa) pour les périodes du 12 au 16 septembre et du 23 au 28 septembre 2019. Ces structures communautaires alimentent le Monitoring de Protection dans ces zones jugées prioritaires mais à accès difficiles et/ou non couvertes par le déploiement d'un animateur de protection.

RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Monitoring de protection	Plaidoyer auprès du commandement militaire FARDC au niveau provincial pour le renforcement des dispositifs sécuritaires dans les axes non couverts par les FARDC dans les territoires de Fizi (Moyens et Hauts Plateaux, sur le tronçon Misisi-Nyange) et à Shabunda (dans le site minier de Ngondo et dans le village de Nyombe)	Cluster protection	Urgent
Protection de l'enfance	Mener une sensibilisation auprès des différents belligérants dans les conflits armés , y compris la PNC, pour le respect des droits de l'enfant et éviter leur kidnapping contre rançonnement (cas de Nyabibwe, groupement de Mbinga-Nord, où la PNC est citée dans le cas de kidnappings d'enfants)	Monusco TPO	Urgent
Cohabitation pacifique	Plaidoyer auprès des acteurs intervenants dans le volet cohabitation pacifique pour la prévention et la gestion des conflits dans la crise de Minembwe, territoire de Fizi, de Itombwe, territoire de Mwenga et à Nzovu, à Kalonge, territoire de Shabunda sur les conflits fonciers Plaidoyer auprès des autorités nationales pour leur implication dans la crise liée aux conflits intercommunautaires dans les territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga	Search for Common Ground (SFCG) Monusco Sous GT LTP (DIC) ; Cluster Protection Provincial et National	Urgent
VSBG	Implication des acteurs humanitaires pour l'intensification des sensibilisations sur les VSBG et l'importance de se rendre auprès des services de prise en charge en cas de viol et agression sexuelle dans 72h (cas de Lubichako 2/Fizi et Lowa-Numbi/Kalehe)	Cluster Protection UNFPA APES	Urgent

Pour tout contact :

Manke Kante, Chef de bureau HCR Bukavu, kante@unhcr.org

Nadia Barheza, Administrateur Associé à la Protection, barheza@unhcr.org

ANNEXES

Mouvements de populations

Statuts	Lieux de provenance	Territoires	Lieux de déplacement et Périodicité	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
Déplacés Internes	Mwenga/Itombwe villages Tulambo, Linjanja, etc.	Fizi	Tuwe-Tuwe, Rwisankuku, (secteur Tanganyika, Fizi) Mishashu, Minembwe (secteur Lulenge, Fizi), les 07 et 08 septembre 2019	Affrontements entre les Mai Mai coalition Bembe, Fuliru et Nyindu contre la milice Gumino	585 Ménages soit 2.925 Personnes (65% d'enfants).
Déplacés Internes	Kalingi	Fizi	Abala et Kanguli Le 09 septembre	Meurtre des civils à Kalingi après la mort du chef de la Milice Gumino	67 Ménages soit 335 personnes. (58% d'enfants).
Déplacés retournés	Kalingi I, II et Mutunda (Territoire de Mwenga)	Fizi	Moyens plateaux de Sandja et Mboko (Bitaliro, Kashamba, Kashoja, etc, (le 12 septembre)	Affrontements entre Gumino et Mai Mai le 07/09 dans les Hauts Plateaux	1170 Ménages de 5.850 personnes. (35% d'enfants).
Déplacés internes	Kalingi, Mikenge, Tulambo (Territoire de Mwenga)	Fizi	Fizi centre en territoire de Fizi (10 au 14 septembre 2019)	Affrontements entre Gumino et Mai Mai le 07/09 dans les Hauts Plateaux	662 Ménages soit 3.310 personnes (25% d'enfants).
Déplacés internes	Kalingi, Mikenge, Tulambo (Territoire de Mwenga).	Fizi	Milimba I, II et III en territoire de Fizi (Arrivé du 09 au 14 septembre 2019)	Affrontements entre Gumino et Mai Mai le 07/09 dans les Hauts Plateaux	573 Ménages soit 2.865 personnes. (39% d'enfants).
Déplacés Internes	Muzingamaloba (Territoire de Kabambare)	Fizi	Lubichako/Luvungi en territoire de Fizi (le 14 septembre 2019)	Retrait des FARDC de la zone vers une destination inconnue	94 ménages soit 472 personnes (75% d'enfants).
Déplacés Internes	Bijombo et Minembwe	Uvira	Uvira/Mairie en date du 20 septembre 2019.	Affrontements entre Gumino et la coalition Mai Mai-FNL du 13 au 16/09 Itombwe et Hauts Plateaux de Fizi.	71 Ménages soit 355 personnes (60% d'enfants).
Déplacés Internes	Site minier Lutumba	Shabunda	Nyambembe en date du 28 septembre 2019.	Accrochage entre FDC et les Raiya Mutomboki (coalition Mbolongo et Kikwama)	68 ménages soit 340 personnes (10% d'enfants).
Déplacés Internes	Site minier de Tchankindo	Shabunda	Byangama et forêt le 16 septembre 2019.	Incursion des Raiya Mutomboki de la faction 100 kg	87 ménages soit 435 personnes (30% d'enfants).
Déplacés Internes	Keba	Shabunda	Bulumbu et Kigulube en date du 29 septembre 2019	Incursion des Raiya Mutomboki de la faction Walike	32 ménages soit 160 personnes (25% d'enfants).
Déplacés Internes	Kalingi 1 et 2, Kitabi, Kakuku communauté Bafuliru, Banyindu et Babembe	Mwenga	Mutunda et Tuwetuwe dans groupement Basimukindji 1 secteur d'Itombwe, à la date du 08 septembre 2019	Affrontement entre milices Gumino-Twigwaneho contre la coalition Mai Mai Fuliru-Nyindu	300 ménages soit 1.500 personnes (40% d'enfants).
Déplacés Internes	Senge, Lubunga, Nabindi, Kipupu, Kalulu	Mwenga	Mikebenge, Tumungu, Gongwe et d'autres dans la brousse/ réserve d'Itombwe A la date du 08/09/2019	Affrontement entre milices Gumino-Twigwaneho contre la coalition Mai Mai Fuliru-Nyindu	500 ménages soit 2.500 personnes (36% d'enfants).
Déplacés Internes	Territoire de Masisi et de Walikale en province Nord Kivu	Kalehe	Les villages Musenge, Makutano, etc., localité de Ramba en groupement de Mubugu en date du 08 septembre 2019	Déguerpissement par éleveurs et la PNC dans le Nord Kivu et peur d'accrochage des groupes armés Nyatura et Nduma.	987 ménages soit 40935 de personnes (40% d'enfants).
Déplacés Internes	Cheya et Iko, groupement de Mbinga Sud,	Kalehe	Kaguli (95 ménages), d'Ihoka (70 ménages), Luzira (124 ménages), Chofi (100 ménages), en date du 20/09/2019	Déguerpissement par les FARDC sur ordre du TGI/Bukavu suite à un conflit foncier	389 ménages soit 1.945 personnes (60% d'enfants).

#Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlèvements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illégale	Pillages	Occupation illégale	Déguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit de l'exploitation des terres	Conflit de l'exploitation des cultures			Conflit de la destruction des habitations	Conflit de aux champs abandonnés
PDIs retournés	88	27	2	73	138	99	0	29	0	0	134	12	0	0	16	17	4	17	2	5	1	1	0	0	0	6	672	46.1%
PDIs	6	5	0	23	37	0	0	14	0	0	27	1	0	0	2	18	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	139	9.5%
Residents	23	31	0	89	129	135	6	70	0	1	94	15	0	1	17	18	6	4	1	0	0	0	0	0	0	2	642	44.1%
Réfugiés	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4	0.3%
Grand Total	118	63	2	185	305	234	6	113	0	1	256	28	0	1	35	53	12	25	4	5	1	1	1	0	0	8	1,457	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total					
	Arrestation Arbitraire	Enlèvements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illégale	Pillages	Occupation illégale	Déguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit de l'exploitation des terres	Conflit de l'exploitation des cultures			Conflit de la destruction des habitations	Conflit de aux champs abandonnés		
Femmes																														
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
5-11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	4	0%	
12-17	0	2	0	2	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	25	0	2	3	1	0	0	0	0	0	0	0	38	3%	
18-59	18	5	0	25	65	3	6	24	0	1	41	4	0	0	5	21	12	22	1	2	0	1	1	0	0	2	259	18%		
60+	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	4	0%		
Sous-total	18	9	0	27	66	3	6	24	0	1	43	6	0	5	47	12	25	4	5	0	1	1	0	0	2	305	21%			
Hommes																														
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
5-11	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%		
12-17	3	1	2	25	3	0	0	0	0	0	8	5	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48	3%		
18-59	96	53	0	130	233	231	0	89	0	0	203	16	0	1	29	6	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1091	75%			
60+	1	0	0	2	3	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	11	1%			
Sous-total	100	54	2	158	239	231	0	89	0	0	213	22	0	1	30	6	0	0	0	1	0	0	0	0	6	1152	79%			
Grand Total	118	63	2	185	305	234	6	113	-	1	256	28	-	1	35	53	12	25	4	5	1	1	1	-	-	8	1,457			

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 97% cas d'incendie documentés ont été enregistrés dans le territoire de Mwenga

Violations	Fizi	Uvira	Kalehe	Shabunda	Walungu	Mwenga	Kabambare
Arrestation Arbitraire	0%	1%	3%	77%	10%	8%	0%
Enlèvement	10%	19%	10%	22%	16%	17%	6%
Travaux Forcés	15%	0%	12%	45%	7%	8%	12%
Extorsions de biens	6%	9%	23%	46%	8%	9%	0%
Incendie	0%	0%	0%	3%	0%	97%	0%
Pillages	37%	9%	7%	17%	0%	0%	30%
Coups et blessures	9%	4%	29%	27%	11%	4%	16%
Homicide	29%	25%	21%	0%	7%	18%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	20%	63%	17%	0%	0%
Viol	30%	9%	23%	25%	6%	2%	6%
Agression sexuelle	17%	8%	0%	42%	8%	17%	8%
Agression physique	0%	8%	24%	44%	4%	8%	12%
Deni de ressources	0%	40%	40%	0%	0%	20%	0%

Violations	Mai Mai	Bandits	FARDC	Groupe arme inconnu	Inconnu	PNC	Pop civile	Front des Républicains et Fédéralistes
Arrestation Arbitraire	35%	0%	38%	1%	3%	13%	0%	0%
Enlèvement	54%	17%	2%	0%	17%	0%	0%	0%
Travaux Forcés	66%	0%	25%	2%	0%	3%	0%	0%
Extorsions de biens	54%	3%	19%	3%	11%	4%	0%	0%
Incendie	59%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	41%
Pillages	59%	32%	2%	0%	1%	0%	0%	0%
Coup/Blessure	54%	11%	18%	4%	6%	3%	0%	2%
Homicide	18%	25%	7%	25%	0%	0%	0%	21%
Torture/Traitement inhumain	80%	0%	0%	0%	11%	9%	0%	0%
Viol	47%	30%	0%	2%	4%	0%	15%	0%
Agression sexuelle	58%	25%	0%	0%	8%	0%	8%	0%
Agression Physique	44%	0%	4%	0%	4%	8%	32%	0%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%